

LES ENJEUX DU FORUM DE PARIS 2008

Hubert VEDRINE

Nous avons entendu hier par J. ATTALI une fresque historique, politique, par endroits décapante. C'est sain pour que le forum travaille dans un esprit productif.

Ce forum est naturellement utile, sympathique, mais il s'inscrit dans un contexte particulier. Revenons sur ce qui s'est passé ces derniers mois.

A l'origine beaucoup d'hommes politiques Français mettent en avant l'idée d'un grand projet nouveau pour la Méditerranée, et ce en raison de l'essoufflement du Processus de Barcelone. Essoufflement qui s'observe de différentes façons.

Il convient de rappeler que les ambitions d'origine s'inscrivaient dans un contexte d'optimisme au Proche-Orient. Le processus de paix était en marche, mais il a depuis été mis à mal. De plus, la dimension « octroi » de Barcelone est très importante, et ne laisse pas la place à un véritable partenariat. Enfin, au moment du 10ème anniversaire de Barcelone, les chefs d'Etat du Sud se sont peu ou pas déplacés, élément qui illustre l'épuisement du Processus. Mais il ne faut que ça nous prive des avantages de Barcelone, qui est très loin, certes, mais il y a des crédits qui ne sont pas négligeables.

Le Président Sarkozy a eu l'idée d'une relance, émise lors de ses grandes annonces de début de mandat, avec l'idée de faire une Union pour la Méditerranée s'inspirant de la construction européenne.

L'idée s'est répandue, mais il y a eu des oppositions. Ensuite on a vu apparaître une attitude plus surprenante : on pensait qu'il n'avait pas de problème : La chancelière allemande, Angela Merkel, a dit : « on ne peut voir un projet avec certains sont dedans et d'autres pas... » Il ne s'agissait pas de ça, toujours est-il que dans ce contexte particulier l'Allemagne a développé l'idée que l'on ne pouvait pas faire sans elle. Malheureusement cette

opposition s'est répandue. D'autres pays se sont posé cette même question. Ça a marqué les relations pendant 4 mois. Devant cette situation embarrassante, une situation très difficile, autour de la question de la création de l'union méditerranéenne. Sur un bras de fer avec l'Allemagne, Sarkozy a essayé de réfléchir un accord. En tant que président de l'UE il n'a pas de droits de plus, il est là pour le compromis.

Episode conclu : L'accord s'est fait et ça c'est important pour nous : il porte sur le fait d'une sorte de concession française globale : il ne s'agit pas de bâtir une union concurrente, mais qui s'insère dans l'UE. Une relance, un renouvellement, le nom change : Union pour la Méditerranée, tous les pays peuvent y participer, après il faut voir si ça ouvre à d'autres participants de façon plus large. Ça devient un accord de 27 + les pays de la méditerranée pour relancer le processus de BARCELONE.

Le Forum qui nous réunit ne peut pas faire de propositions sans faire l'analyse de ces oppositions. Elles peuvent être réduites aux éléments suivants :

- le soutien ambivalent des Pays du Sud, favorables à une telle initiative mais sous réserve d'inventaire ;
- les inquiétudes de la Commission européenne qui, perçoit ce projet ambitieux comme une menace, risque potentiel susceptible de la priver de certaines de ses attributions et compétences ;

Les craintes de certains Etats européens, au premier rang desquels l'Allemagne, peu méfiants face à un projet qui risque de scinder l'Union européenne en deux : les pays riverains de la Méditerranée et les autres, elle a été donc hésitante vis-à-vis d'un projet aussi ambitieux pour garder son espace et son influence, elle s'est sentie menacée par ce projet, en disant, je ne suis pas dedans. Il fallait dans le cadre de cette union des projets nouveaux.

Face à cette situation, un accord a dû être trouvé : il ne s'agit pas de créer une entité concurrente à l'Union Européenne, mais plutôt de relancer le Processus de Barcelone, avec de nouveaux instruments. On ne parle plus dès lors d'« Union de la Méditerranée » mais d'« Union pour la Méditerranée », résultat d'un accord des 27 + les pays du Sud.

Hier, dans lors de son intervention, Jacques Attali a proposé quelques idées intéressantes, comme la création d'un port commun dans la région.

Je crois qu'il faut qu'il y ait un mécanisme différent de celui de Barcelone, un financement plus important, où sont les institutions par rapport à ça. Il y a un moment de raisonnement : il faut faire des projets avec l'ensemble de nos partenaires.

Je voulais situer ce que le forum peut faire : les choses ne sont pas encore bouclées, il y a possibilité pour le forum de s'insérer comme un forum de proposition et de recommandations, ça dépend de ce que l'on va dire aujourd'hui et demain.

Il y a des choses à faire : les responsables du projet, l'ambassadeur et le roi sont prêts pour entendre la mise en place de l'élaboration et fabrication de projets avec un secrétariat conjoint, consécutivement, simultanément un pays du Nord et un Pays du Sud, les participants de ce forum s'attendent à ça. L'accord était raisonnable. Mais il faut qu'il y ait un mécanisme réel d'élaboration des projets: par où passer, comment financer et comment les viabiliser. Quand on regarde le programme : tous les aspects sont abordés.

Je lance la suggestion : plus les échanges seront précises plus les conclusions seront concrètes, des éléments précis sur la sécurité dans la méditerranée. Par ailleurs, il y a de gens qui ont des objectifs en méditerranée mais n'y sont pas. La question de sécurité certes, mais aussi bien voir les questions de l'économie, de l'énergie, de l'urbanisme, de la culture, des flux migratoires, c'est le moment d'aboutir à des conclusions et propositions très claires à transmettre à l'ensemble de participants et responsables du sommet. Une question inévitable se pose : s'agit-il toujours d'une politique européenne ? Si tel était le cas, il y aurait dénaturation de l'initiative et ratage, car on resterait dans un schéma déjà appliqué qui a conduit aux résultats que l'on connaît.